

**Discours de Bernard Cazeneuve**  
**Paris, dimanche 10 mars 2024**

*Seul le prononcé fait foi.*

Mesdames et Messieurs les Parlementaires

Mesdames et Messieurs les Maires

Chers Présidentes et Présidents,

Chers amis,

C'est à l'initiative d'Ariel WEIL, que je remercie de son accueil chaleureux, et des amis parisiens de La Convention que nous nous retrouvons, cet après-midi, dans cette salle dont le nom est, en cette semaine qui s'achève, plus que jamais emblématique.

En nous rassemblant ici, après le vote par le Parlement de l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution de notre République, et au surlendemain de la Journée internationale des droits des femmes, nous avons voulu célébrer le courage et le message d'Olympe de Gouges. Écrivaine engagée, elle s'est battue sa vie durant pour la reconnaissance des droits civils et politiques des femmes et pour l'abolition de l'esclavage des Noirs. Sa lutte, sans trêve ni pause, pour la dignité humaine lui a valu la haine féroce de ceux qui, avec cynisme, faisaient commerce de la traite des êtres humains. Elle paya de sa vie, sous la Terreur, son combat pour l'universalisme, l'égalité et la liberté. Elle n'aurait pas admis, Olympe de Gouges qu'on put exclure d'une manifestation, des femmes au seul motif qu'elles étaient juives. Son universalisme ne l'aurait pas admis, et son cœur en aurait été soulevé. Qu'elle soit aujourd'hui célébrée pour son dévouement à la plus grande des causes : le respect de la personne humaine.

Mes amis, je vous retrouve une fois encore nombreux. Militants de l'espérance, vous savez que tout devient possible, lorsque des femmes et des hommes mobilisent leur énergie au nom d'une certaine idée de la France. Comme lors de de notre rassemblement de Créteil, nous sommes avant tout habités par la gravité du moment. Nous savons que la France et l'Europe sont menacées par la poussée de la droite-extrême et de l'extrême-droite. Et dans ces circonstances, notre ambition partagée, la seule qui vaille, est d'édifier des digues face à la vague que sondeurs et commentateurs prédisent, et que tant de discours, de comportements, de décisions, hélas, confortent au lieu de la contenir.

Nous savons qu'en politique, rien n'est inéluctable. Mais il faut suffisamment de cœurs ardents et d'esprits lucides pour résister à l'air du temps et convaincre de la justesse d'un autre chemin.

Mais qu'entend-on par dresser des digues ?

Se limiter à dénoncer la dangerosité de l'extrême droite ? Camper dans les postures morales ?

Non, dresser des digues, c'est autre chose. Dresser des digues, c'est donner aux Français et aux Européens des raisons d'agir « pour », et de ne pas seulement voter « contre ». Dresser des digues, ce n'est pas se contenter de faire barrage à la menace. C'est surtout bâtir le mur porteur d'un espoir. Dresser des digues, c'est construire les fondations solides d'un projet politique crédible de justice sociale, capable de gagner la confiance de nos concitoyens, pour relever les défis du monde et les préoccupations du quotidien : la sécurité, le climat, l'emploi, le pouvoir d'achat, l'école, la santé, le logement.

Dresser des digues, c'est renoncer à renoncer. Telle est à mes yeux la définition de la politique, son exigence et aussi sa grandeur.

Nos compatriotes de métropole et des Outre-mer voient la Nation qui s'affaisse et ses institutions qui s'affaiblissent, à mesure que la France s'éloigne d'elle-même, des valeurs qui l'ont fondée comme projet. Oui, la France que nous aimons, la Nation de citoyens, celle que nous voulons pour nos enfants et nos petits-enfants, est éprise de laïcité, par amour de la liberté, mais aussi par refus de voir la communauté nationale se dissoudre en groupes hostiles, qui se font face, et convoitent les individus comme autant de clientèles électorales à capter ou à conserver. Nous voyons des partis faibles, réduits à l'état d'appareils électoraux, entretenant des ambitions parfois dérisoires, céder à tous les travers de la communication numérique et au narcissisme d'une époque. Ces organisations-là, font la part belle aux séductions courttermistes au détriment des convictions sincères. Dans notre pays, je sens revenir au galop l'esprit de la IV<sup>e</sup> République, non pas le système des partis, dont le général DE GAULLE redoutait à juste titre les effets délétères, mais plus prosaïquement celui des appareils fatigués dont la stratégie se résume aux récompenses pour services rendus. Sous la IV<sup>e</sup> République, il fallait un nouveau gouvernement tous les six mois. Désormais il faut six mois pour former un gouvernement. C'est bien là la seule différence !

Et puis il y a la gauche. Notre famille. Celle sur laquelle nous fondons nos espérances et à laquelle nous appartenons. Notre conviction est que sa recomposition doit s'accomplir dans la fidélité à l'esprit de ceux qui parvinrent à la porter au pouvoir, ou qui inspirèrent sa politique, à l'heure décisive des choix.

Je pense à Léon BLUM, le collaborateur, l'ami, le continuateur de JAURÈS, sur lequel une partie de la gauche et de la droite extrême déversèrent leur haine, avec cette propension à l'excommunication dont les plus sectaires savent toujours se montrer capables.

Je pense à CLEMENCEAU, qui affronta tant de caricatures et d'injures, lui dont l'ardeur républicaine sauva notre pays de l'abîme, durant la Grande Guerre.

Je pense à Pierre MENDÈS FRANCE et à Michel ROCARD, dont l'exigence intellectuelle nous montre aujourd'hui encore le chemin pour peu toutefois qu'on veuille encore l'emprunter.

Je pense à Jacques DELORS, qui usa de la sincérité de ses convictions, avec le concours de Pierre MAUROY, pour que la France demeurât fidèle à ses choix européens, en menant auprès de François MITTERRAND l'indispensable redressement du pays.

Oui, je pense aussi et toujours à François MITTERRAND, à sa foi européenne, à ses discours, à sa connaissance sensible de nos paysages, à sa vision qui ont inscrit dans l'histoire du continent et de notre pays une marque profonde et inspirante.

Et puis il y eut Lionel JOSPIN et François HOLLANDE, qui accédèrent aux responsabilités en affrontant bien des crises et en rendant possibles dans la vie et dans la loi, en dépit des contraintes et des contestations, des conquêtes pour la justice sociale et les droits des plus vulnérables. Qu'elles viennent à être menacées, ces conquêtes, et chacun mesure alors toute leur portée.

Nous sommes la gauche qui aspire à gouverner, qui sait que l'exercice du pouvoir n'est pas une mer d'huile et qui ose changer le cours des choses, au risque de l'impopularité du moment, parce qu'elle n'a pas d'autre préoccupation que l'intérêt supérieur du pays.

Nous ne sommes pas la gauche des postures tribuniennes, des provocations blessantes, des mises en cause personnelles.

Voilà pourquoi invariablement, inlassablement, certains s'acharnent à empêcher le rassemblement auquel une immense majorité d'électeurs de gauche aspirent. Les adeptes du bruit et de la fureur veulent la disparition de la gauche de gouvernement pour consacrer la gauche de l'emportement, celle qui parle du grand soir mais jamais des petits matins, qui confond la critique et la politique, se privant ainsi de présider, de gouverner, de transformer.

Au motif que nous avons prévu et dénoncé avec lucidité les outrances de la France insoumise, nous serions « de droite », sans autre forme de procès – ou alors un procès comme ils les aiment, sans contradictoire, sans examen des faits, sans avocats ni jurés. À force de ne plus voir ni savoir où est la gauche, certains ne font que desservir le camp du progrès et faire le jeu des réactionnaires.

Aucune intimidation ni aucun mensonge ne nous fera varier de ton ni de direction. Nous sommes la gauche républicaine et humaniste, sans le rassemblement de laquelle la gauche sera pour longtemps éloignée du pouvoir et la démocratie pour longtemps privée d'une alternative crédible.

Nous sommes pour le respect du pluralisme de la presse, contre le fichage des journalistes en raison de leurs opinions personnelles et désireux que la confrontation démocratique soit compatible avec le respect dû à chacune et à chacun. Nous sommes la gauche de l'apaisement, de la concorde et de l'altérité.

Nous appelons terroristes les organisations dont les exactions les désignent comme le nouveau visage de la barbarie et du totalitarisme. Nous nous refusons à confondre la lutte contre l'islamisme, avec je ne sais quelle mise en cause de nos compatriotes de confession musulmane. Et nous respectons l'État de droit et ses principes – dont la séparation des pouvoirs et le respect des institutions. Nous sommes les héritiers de Robert Badinter, car nous considérons comme lui que le droit est la justice débarrassée

de son instinct, qu'il est un antidote à la violence et qu'à cet égard, l'indépendance de l'autorité judiciaire est la plus solide des digues face à l'arbitraire.

Nous avons, aux responsabilités du pays, offert l'asile aux migrants de Paris et de Calais, entassés dans les conditions indignes des squats et des lieux inhumains improprement nommés « jungles », en créant partout en France plus de 500 centres d'accueil, permettant leur prise en charge dans le dispositif national d'asile. Mais nous sommes aussi la gauche qui n'esquive pas le débat sur l'immigration avec la droite. Précisément parce que nous n'opposons pas accueillir et maîtriser, réguler et intégrer, attachés que nous sommes à la conception républicaine de la nation – communauté d'adhésion à des valeurs et contrat fondé sur le droit du sol. Avec Emmanuel LEVINAS, nous le disons : « *La France est une nation à laquelle on peut s'attacher par le cœur aussi fortement que par les racines.* » Mais être fidèle à LEVINAS, ce n'est pas le citer dans les péroraisons, mais s'en inspirer dans la législation.

Nous sommes la gauche qui a redonné des effectifs aux forces de sécurité et réformé en profondeur la formation des policiers et des gendarmes en les rappelant à leurs obligations déontologiques. Nous sommes la gauche qui considère que ceux qui paient du sacrifice de leur vie la protection des Français méritent notre considération et qu'il est irresponsable d'exposer leur réputation à la vindicte populaire au motif que certains, qui méritent d'être sanctionnés, auraient gravement failli.

Nous avons contribué activement à éviter l'implosion de la zone euro et l'exclusion de la Grèce de l'Union européenne, qui l'aurait disloquée. Nous sommes la gauche qui a toujours été fidèle au projet de l'Europe politique et qui rejette tout à la fois le nationalisme des uns et l'illusionnisme des autres.

Chacun l'aura compris. Il y a dans les arguments de piteuse politique qu'on oppose au rassemblement de toute notre famille, à la veille des élections européennes, quelque chose qui relève à la fois du sectarisme et du calcul. Rien de cela n'est à la hauteur du moment historique que nous vivons, ni du scrutin qui approche. J'appelle donc une nouvelle fois Olivier FAURE à lever les obstacles à l'unité de la famille de la gauche humaniste, républicaine et européenne. S'il veut que la liste qui représente le cœur de la gauche de gouvernement réalise le meilleur score afin qu'un espoir renaisse en France et en Europe, il est de son devoir et de son rôle d'agir de la sorte en renonçant, enfin, aux soustractions par excommunication, car dans PS, le S ne veut pas dire « sectaire ».

\*

Chers amis, le monde vit un temps de bascule.

Ce n'est pas l'Histoire qui, ayant atteint sa fin, aurait suspendu son cours, avant de le reprendre.

C'est l'Europe qui redécouvre que le temps humain est un temps historique, dont on ne peut s'extraire et, souvent, un temps tragique dont on ne peut s'abstraire.

Lorsqu'on est citoyen d'un continent qui est aussi une idée – je veux parler de l'humanisme des Anciens et des Modernes – et lorsqu'on est membre d'une famille

politique – la gauche démocratique – qui l’a fidèlement bâti et continument servi, un triple devoir de fidélité, de lucidité et de volonté s’impose :

- La Fidélité à des valeurs d’abord dans le chaos du monde : le droit face à la force, la justice face à la marchandisation ; la sobriété désirable après le productivisme et plutôt que la décroissance ; l’éthique face à la technique ; le multilatéralisme contre le nationalisme et l’impérialisme. Les valeurs des Européens font la valeur de l’Europe : une construction unique dans l’histoire de l’humanité et, sur une terre meurtrie par les guerres, la plus longue période de paix depuis la Pax Romana. Charbon et acier, traité de Rome, Erasmus et euro, terrorisme et pandémie, l’Union européenne n’est pas seulement la preuve pour les Européens qu’ils peuvent vivre sans se déchirer. Elle est un message à tous les belligérants du monde, et à tous les peuples ennemis, que la réconciliation et la coopération sont possibles.
- Face au réel, la Lucidité est une obligation.

Nous vivons dans un monde dangereux. Ne pas l’admettre, c’est le rendre plus dangereux encore. La tolérance et la tempérance ne sont pas les vertus les mieux partagées. L’ont-elles d’ailleurs jamais été ? Sans doute pas, diront les cyniques qui ne prennent pas la mesure de l’épuisement et peut-être de l’achèvement sous nos yeux d’une époque à nulle autre pareille : celle de l’après-1945 qui, en même temps que la guerre froide et bien des conflits régionaux, vit l’édification d’un système international, certes fondé sur les nations, mais où le dialogue et la paix demeuraient encore possibles. Cette époque fut aussi celle de la chute du Mur de Berlin et de l’effondrement du glacis soviétique. On rêva alors, parfois naïvement, d’une globalisation multipolaire, d’un développement partagé, d’une marche qui ne soit pas seulement celle du marché.

Aujourd’hui, l’Occident – comme s’il s’agissait d’un bloc – est mis en cause par des régimes ou des organisations qui ont la démocratie, la dignité humaine, la séparation des pouvoirs, les libertés publiques en horreur et même en haine. Sur terre, en mer, dans les airs et par le cyber, les dictatures et les démocraties sont en campagne contre les sociétés de liberté, au seul motif qu’elles offrent à leurs peuples l’horizon d’une autre vie que la surveillance, la censure et l’oppression. Voilà pourquoi les geôliers de Poutine ont tué Alexeï Navalny. Voilà pourquoi nous lui rendons hommage aujourd’hui, à lui, l’homme-courage.

La « communauté internationale » théorisée par Kant et initiée par Briand n’existe souvent que dans les discours des diplomates européens. Un relativisme croissant frappe les droits humains. Les BRICS déploient une banque alternative au FMI. L’ONU est rendue impuissante par les divergences au sein du Conseil de sécurité et les vétos de ses membres permanents. Où que se porte le regard, la bataille des normes juridiques, sanitaires, sociales, environnementales, fait rage – y compris entre alliés et partenaires. Des pouvoirs affairés à leur extension territoriale envahissent des voisins au mépris de la souveraineté des États et de l’intégrité des frontières. Des nations s’arment en vue d’annexions ou d’invasions. Des leaders habillent leur volonté de puissance d’un messianisme idéologique ou religieux, parfois des deux.

Tel est le monde sous nos yeux, pour peu qu'on les ait grand ouverts.

- Voilà pourquoi il faut aux dirigeants et aux peuples faire preuve de Volonté. Être dans les gradins plutôt que sur le terrain n'est pas un destin enviable. Pas plus qu'être le cerf-volant, au cœur d'un ouragan, n'est un dessein viable. L'Europe n'a ni la possibilité d'être indifférente, ni le droit d'être naïve. Dans un monde chaotique, l'Europe ne doit pas seulement affirmer ses valeurs : elle doit défendre ses intérêts. Oui ses intérêts ! Les menaces et les défis qui s'imposent à elle ne doivent pas engendrer la résignation, mais au contraire provoquer l'énergie d'un sursaut. Fidèle au message et à l'action de François MITTERRAND, un grand Français et un grand Européen, je n'ai jamais pensé que le socialisme ou l'universalisme étaient un irénisme, un angélisme, encore moins un fatalisme. Femmes et hommes pour qui l'humanisme est l'idéal, nos convictions et nos constats doivent dicter nos analyses et nos comportements, nos choix et nos actions.

Dans le bruit médiatique, gît le grand désert programmatique. Face à la préférence pour l'anecdotique, beaucoup de nos concitoyens français et européens s'interrogent : pourquoi aller voter aux élections européennes ?

Le dimanche 9 juin, il ne s'agit pas seulement, ni même d'abord, de désigner les 81 Français qui, parmi les 720 députés européens, siégeront pendant 5 ans au Parlement de Strasbourg, lui donneront une présidence avant d'élire celle de la Commission, puis exerceront leurs pouvoirs législatif, budgétaire et de contrôle politique, jusqu'en 2029.

Le 9 juin, il s'agit de dire dans quelle Europe nous voulons vivre ! Il s'agit pour les citoyens de dire s'ils veulent une Europe qui agit dans le monde ou qui subit benoîtement les orientations et les agendas dictés par les autres puissances. L'avenir de l'Europe ne saurait dépendre de l'humeur de Vladimir Poutine, des rapports de forces au sein du Parti communiste chinois ou du vote des électeurs de l'Iowa ! L'avenir de l'Europe, c'est aux Européens et à eux seuls de l'écrire et de l'accomplir.

Le 9 juin prochain, parce qu'elle a rendez-vous avec l'Histoire, l'Europe a rendez-vous avec elle-même. C'est pourquoi le 9 juin, nous voulons mettre de l'Europe dans la gauche et mettre de la gauche dans l'Europe.

Le moment pour l'Europe est historique, car les menaces qui mettent au défi nos valeurs et notre cohésion sont historiques.

- Continent de paix forgé dans l'horreur de deux conflits mondiaux, la guerre est aux portes de l'Union.
- Continent du droit des peuples et du droit entre les nations, l'arbitraire de la force incarné par POUTINE est, depuis qu'il a agressé l'Ukraine, à nos frontières et menace l'équilibre du monde.
- Continent de la coopération, l'Europe découvre que les coopérations géopolitique et économique sont plus inaccessibles que jadis, comme en témoignent les délibérations au sein des Nations désunies ou les échanges commerciaux déséquilibrés, qui procèdent désormais de « deals » bilatéraux, ignorants du respect des règles communes, de la nécessaire loyauté

commerciale, des droits fondamentaux des travailleurs ou des exigences environnementales.

- Continent dont l'ancrage dans l'alliance des démocraties est philosophique, politique et militaire, l'Europe conçoit désormais que les Etats-Unis pourraient, si jamais Trump était de retour à la présidence dans moins d'un an, se désengager de l'Alliance atlantique – c'est-à-dire de la défense de l'Europe en cas d'agression.
- Continent de la séparation entre la loi et la foi, de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'Europe a été la cible d'attentats d'une barbarie sans précédent depuis la guerre, orchestrés par le terrorisme islamiste dont la menace n'a pas, loin de là, disparu.
- Continent de l'esprit critique, l'Europe est aussi celui où, parfois, la critique remplace l'esprit, où ses fondations – le contrat social, la laïcité, le refus du déterminisme et du communautarisme – sont dénoncées par une partie de ceux qui leur doivent ce qu'ils sont : des citoyens libres de penser, de s'exprimer, de créer, d'aller et venir, d'entreprendre, de dénoncer.

Les défis qui s'imposent à nous comme au reste de l'humanité ont une dimension tellurique.

- Face au changement climatique dont les manifestations sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes, la transition énergétique et écologique doit s'accélérer, ce qui signifie des équipements, des investissements et des financements à la hauteur du défi.
- Face aux plateformes digitales dont les visées et les ressources rivalisent avec celles des États, alors même que leurs dirigeants ne sont élus d'aucun suffrage, des limites doivent être fixées à la technologie et à l'*hubris* pour préserver les biens communs : la biodiversité, la santé, les libertés, l'alimentation, la culture.
- Face aux terrorismes islamique, cyber ou mafieux, les gouvernements doivent pouvoir prévenir, agir et punir efficacement dans le cadre de l'État de droit.
- Face au développement économique de l'Asie – et d'abord de la Chine –, de l'Inde, de l'Amérique latine et de l'Afrique, l'Europe mesure les conséquences de son affaiblissement voulu – en matière agricole, industrielle, technologique, énergétique. En Europe, nous parlons trop souvent de souveraineté pour conjurer nos dépendances ou nos déficiences. Mais la souveraineté n'est pas un argument de tribune, un concept pour se donner bonne conscience ou rassurer les peuples. Non, la souveraineté, elle aussi, procède de la volonté des peuples et de la résolution des États à demeurer libres, face à leur destin.

Dans ce moment de bascule pour l'Europe, trois chemins politiques sont sans issue.

Il y a d'abord l'impasse de l'extrême droite.

Elle se présente pour siéger au Parlement. Mais de ce Parlement, elle aspire à la suppression. Siéger ? Si seulement elle siégeait, l'extrême droite française... Le président du Rassemblement national est membre d'une Commission – la Commission des pétitions : à calculer ses absences, on se dit qu'il pétitionne seulement pour ne pas avoir à siéger.

Dans l'hémicycle, Monsieur BARDELLA et ses collègues voisinent avec des anti-IVG et s'acoquinent avec les anti-droits des personnes LGBT. Ils siègent entre La Ligue de Salvini qui, quand il ne prononce pas de discours en Italie sur le même balcon que Mussolini, propose de « recenser les Roms » et l'Alternative für Deutschland (AFD) qui plaide en Allemagne pour la « remigration », c'est-à-dire pour l'expulsion à grande échelle des étrangers et des Allemands d'origine étrangère.

À Strasbourg, Monsieur BARDELLA et ses collègues du RN ne participent pas, ou quasiment pas, à l'élaboration des textes législatifs : ils se contentent de s'opposer à la plupart d'entre eux. Non sans inconstance dans leurs votes au Parlement européen, ni sans incohérence avec leurs votes à l'Assemblée nationale, en France, ou avec leurs programmes présidentiels – il faut dire qu'ils en ont changé entre chaque élection et souvent pendant l'élection elle-même...

Monsieur BARDELLA et le RN ont voté « contre » : « contre » le plan de relance pour préserver l'emploi, les entreprises, le pouvoir d'achat des ménages face au Covid ; « contre » des résolutions pour prévenir les pandémies ou permettre une stratégie européenne de relocalisation de la production pharmaceutique en Europe ; « contre » des mesures de soutien financier à l'Ukraine, quand ils ne sont pas absents lors du scrutin sur les sanctions contre la Russie et la Biélorussie ; « contre » la création du fichier des passagers aériens pour protéger l'Europe et ses peuples de la menace terroriste.

Il arrive cependant que Monsieur BARDELLA et le RN votent pour : « pour » la sortie de l'euro ; « pour » la politique agricole commune et donc pour le calcul des primes à l'hectare favorable aux plus grandes exploitations au détriment des fermes familiales et de l'agroécologie ; « pour » l'accord sur le libre-échange entre l'UE et le Chili et son insuffisante réciprocité commerciale.

Au Parlement européen, il y a aussi la régression de l'extrême gauche.

C'est la régression que l'outrance inflige à la gauche, en tournant si souvent le dos à l'internationalisme et à la construction européenne qui, de JAURÈS à DELORS, avec François MITTERRAND, Lionel JOSPIN et François HOLLANDE, l'ont inspirée.

C'est aussi la régression qui menace la France quand plane l'ambivalence face aux dictatures – proches ou lointaines – et que nos alliances parmi les démocraties, et avec elles, sont mises en cause.

Comment oublier qu'au Parlement européen, par trois fois, les députés de La France insoumise ont choisi de s'abstenir lorsqu'il s'est agi, après l'invasion de l'Ukraine par l'armée de Poutine, de condamner « le crime d'agression » de la Russie envers l'Ukraine en novembre 2022 puis, quelques jours plus tard, lorsqu'il s'est agi de condamner « les atrocités commises par les hommes du groupe Wagner ». Et encore le mois dernier, après la mort de NAVALNY, que de pusillanimité à mettre en cause le régime de POUTINE responsable de son empoisonnement, puis de son emprisonnement, et finalement de son assassinat.

Et comment oublier qu'à longueur de discours, de blog et de tweets, sur les bancs du Parlement européen et dans les mêmes rangs du Palais Bourbon, est promue une



géopolitique antédiluvienne qui désigne les démocraties que sont l'Europe et les États-Unis comme les responsables de tous les maux et les auteurs de toutes les crises ? Les décibels sont dans les aigus quand il s'agit de parler de Joe BIDEN, mais les voix se font inaudibles quand il s'agit de qualifier Vladimir POUTINE.

Dénoncée, l'Union des 27 ! Fustigée, l'Alliance atlantique ! Et pour remplacer leur lien historique par quoi, avec qui, alors même que les empires sont chaque jour plus agressifs ? On ne sait pas – peut-être par un accord, jadis brandi pendant une campagne présidentielle, avec « l'Alliance bolivarienne pour les Amériques », organisation fondée il y a 20 ans par Hugo CHAVEZ et Fidel CASTRO, dont MADURO est membre actif et où l'Iran et la Syrie sont présents à titre d'observateurs...

Enfin, dans cette élection, il y a l'immobilisme de l'extrême centre qui est aussi la nouvelle droite.

Que le président de la République soit un Européen sincère ne fait pas de doute.

Pourquoi ne pas reconnaître qu'au cours des dernières années, la construction européenne a renoué – comme nous avons commencé à l'obtenir entre 2012 et 2017 – avec un certain degré d'interventionnisme nécessaire et ce que notre cher camarade Henri WEBER avait appelé le keynésianisme vert ? En 2022, l'Europe a diversifié ses sources d'approvisionnement en gaz et mis fin à sa dépendance à l'égard de la Russie. Face au Covid, en 2020 et 2021, l'Europe a adopté un plan de relance de 800 milliards d'euros pour soutenir les États membres et émis une dette commune pour financer les transitions écologique et numérique.

Reste que ces évolutions doivent beaucoup aux circonstances et aux crises.

Mais surtout, depuis 2017 en France et singulièrement au cours des derniers jours, on peine à trouver la cohérence dans l'action de l'actuel pouvoir.

Quelle cohérence y a-t-il à approuver le Green Deal et sa taxinomie en Europe et « en même temps » à réduire de 2 milliards d'euros les crédits dédiés à la Transition écologique dans notre pays ?

Quelle cohérence y a-t-il à annoncer la réindustrialisation décarbonée en France et accepter en Europe des objectifs souhaitables dans leur principe, mais dont le rythme et la méthode, faute d'étude d'impact rigoureuse, ne permettront pas de les atteindre dans les temps impartis et sans dommage pour l'emploi ? Prenons un exemple qui concerne l'immense majorité des Européens : la fin programmée des voitures thermiques neuves en 2035. Comment cet objectif a-t-il pu être fixé par la Commission européenne sans, « en même temps », garantir que le véhicule électrique sera partout et pour tous accessible ? Je parle ici de l'accès économique, je parle de prix et donc de pouvoir d'achat. Je parle de l'accès à l'énergie, de l'alimentation des véhicules et donc du besoin massif d'électricité décarbonée. Je parle de l'accès géographique, des infrastructures de proximité et donc des bornes de recharge déployées en nombre dans tous les territoires et pas seulement dans le centre-ville du cœur des métropoles. Et comment cet objectif a-t-il pu être fixé, sans un plan à la hauteur pour offrir des solutions alternatives en transports en commun – par la route et le rail – à nos concitoyens qui vivent à la périphérie des centres urbains ou dans les zones rurales ?

Voilà comment l'écologie décisive est offerte à la caricature de l'écologie punitive et comment un horizon enthousiasmant et fédérateur peut susciter davantage d'inquiétude et d'exclusion. Alors même que l'avenir est à la voiture propre et populaire !

Quelle cohérence y a-t-il à dénoncer et démanteler la nouvelle PAC au Salon de l'Agriculture et « en même temps », au Conseil et au Parlement européens, à accepter que 80 % des aides de l'Union européenne soient captés par 20 % des agriculteurs ?

Et quelle cohérence y a-t-il encore à fustiger les accords de libre-échange sans réciprocité ni clauses miroirs et, « en même temps », à approuver au Parlement de Strasbourg les accords commerciaux avec la Nouvelle-Zélande, le Kenya et le Chili comme hier au Parlement français le CETA ?

Le seul chemin pour l'Europe qui ne soit pas une impasse, une régression ou une stagnation, c'est le chemin proposé par la gauche démocratique, sociale et écologique.

Je vais vous faire une confidence : pour que l'Europe soit de gauche, mieux vaut faire confiance à des femmes et des hommes de gauche qui aiment l'Europe.

Pour que l'Europe soit utile aux peuples qui la forment et puissante face aux empires qui la défient, une autre direction doit être donnée à l'Union – que ni l'extrême droite, ni l'extrême gauche, ni l'extrême centre ne sauront lui donner pour la raison que ces forces politiques ne la souhaitent pas.

Il ne s'agit pas ici de délivrer un programme exhaustif pour l'Europe, mais d'indiquer les 4 chantiers qui doivent être impérativement engagés dans les prochaines années si nous voulons une Europe qui progresse et qui protège, qui prépare et qui répare, qui affirme ses valeurs et qui défend ses intérêts.

Ces 4 chantiers, enthousiasmants, concrets, populaires, forment le carré de l'Europe indépendante, de l'Europe puissante, de l'Europe innovante.

Le chantier énergétique suppose un plan européen d'électricité décarbonée.

C'est sans doute là, la mère de toutes les batailles. Car derrière toute politique, il y a une économie politique, que nous voulons juste et efficace. L'énergie, c'est la sève de l'économie. La grande transition énergétique, qui est une nouvelle grande transformation que nous voulons sociale et écologique, sera celle de l'électrification décarbonée du continent. C'est notre grande bataille technologique, industrielle et sociale. Elle prendra du temps.

Comme pour toute bataille, plusieurs stratégies sont proposées. Il y a celle qu'on pourrait appeler le « technosolutionnisme de marché ». D'un marché intérieur finement paramétré par quelques savants experts de la Commission européenne, beaucoup aidés en cela par des lobbyistes désintéressés, devraient naître, comme par magie, les infrastructures et les acteurs industriels de cette électrification décarbonée du continent. Je n'y crois pas.

Une autre proposition est celle de la « décroissance collapsologique ». Au fond, plus besoin d'électrifier le continent, puisque nos besoins énergétiques auraient subitement disparu, par jeûne généralisé ou par effondrement. Et pour les quelques besoins en énergie incompressibles, l'autoproduction individuelle, en boucle locale, y pallierait entièrement. Je n'y crois pas non plus. Et je regrette que certains responsables du Parti socialiste, sans doute impressionnés par l'extrême gauche, versent hélas dans cette décroissance collapsologique. Quant à l'extrême droite, il semblerait bien qu'elle n'ait pas de plan du tout.

Pour notre part, nous avons la conviction qu'il n'y aura pas de transition énergétique sans planification des investissements publics, nationaux et européens, sans aménagement du territoire, sans mobilisations des entreprises, des laboratoires de recherche et des collectivités locales. Traduit en termes concrets, c'est-à-dire en termes budgétaires, cela requiert un rehaussement très substantiel de l'investissement public au niveau européen, qui lui-même ne s'oppose pas à l'investissement privé, mais qui, au contraire, est en capacité de l'entraîner et de l'orienter. Plus concrètement encore, cela signifie la pérennisation et l'amplification de la capacité d'endettement proprement européenne, sans laquelle il n'est pas de capacités d'investissement authentiquement européennes. Il n'est pas juste, ni réaliste d'envisager sérieusement que l'effort soit porté par les nations. C'est au marché intérieur européen, et pas à nos démocraties nationales, de porter l'effort de la transition énergétique, au moyen – disons les mots – d'une redistribution et d'une réaffectation d'une partie des immenses profits du secteur privé engendrés par l'existence même du marché intérieur européen vers la production de biens publics continentaux, à commencer par l'électrification décarbonée.

Ce qui nous conduit à poser la question de la justice fiscale continentale, du nécessaire rééquilibrage, au niveau européen, entre fiscalité du capital – y compris du capital non européen – et fiscalité du travail, entre fiscalité des très hauts revenus et fiscalités des revenus moyens et modestes. Je ne suis pas de cette gauche qui appelle à toujours plus d'impôts. Mais je suis de gauche et j'appelle à une fiscalité juste et efficace.

Vous le voyez : système énergétique, écologie, justice sociale et justice fiscale sont intimement liés.

Le chantier social-écologique appelle la rénovation thermique des logements et des bâtiments dans toute l'Union. Pour l'efficacité énergétique. Pour le soutien aux filières industrielles des éco-matériaux et de la construction – de l'innovation à la réalisation en passant par la production en Europe. Pour la création d'emplois non délocalisables. Pour ne pas peser sur les budgets des États membres, confrontés à un mur d'investissements.

Le chantier géopolitique, c'est celui de l'urgence d'une capacité d'action de l'Europe face aux menaces qui se multiplient.

Ce qui se joue actuellement en Ukraine a quelque chose d'existential pour le projet européen, parce que si nous laissons la Russie gagner en Ukraine, si nous tolérons la victoire de l'autocratie et de la violence, POUTINE poursuivra sa course folle. Ne pas aider l'Ukraine à sauver sa liberté serait, à terme, renoncer à la nôtre.

Au même moment, se jouera en novembre, de l'autre côté de l'Atlantique, la survie même de cette alliance des États démocratiques sur laquelle une grande partie de l'Europe avait bâti sa sécurité depuis des décennies. Oui, si Donald Trump remporte l'élection américaine, c'est à un affaiblissement fatal du lien transatlantique auquel nous devons nous préparer.

Nous croyons fermement que l'Europe peut se défendre. Car ce n'est pas l'Union qui est à l'origine de l'incapacité du continent à défendre ses intérêts, mais la faiblesse de l'ambition européenne qui seule explique cet échec. L'Europe doit pouvoir se défendre militairement, chaque fois que ses intérêts sont menacés. Cette défense européenne, nous acceptons bien sûr de la bâtir dans le cadre de l'OTAN. Mais construire avec l'OTAN, ce n'est pas accepter que se perpétue une dépendance de sécurité absolue à l'égard des États-Unis, ni voir réduit notre rôle à celui de tiroir-caisse ou notre alliance à une forme de contrat privé qui pourrait s'interrompre au bon vouloir de l'assureur. C'est au contraire y bâtir un pilier européen fort qui nous mette en capacité de nous défendre seuls, si cela devenait nécessaire. C'est assumer l'ambition d'une véritable politique industrielle de défense : un fonds européen de défense puissant, des mécanismes d'achat groupé, et d'abord au profit de l'Ukraine.

Nous croyons aussi que l'Europe peut défendre efficacement ses frontières dans le respect des droits humains, en redéfinissant pour le clarifier le mandat de l'agence Frontex ou en œuvrant à la mise en place d'un système d'asile unifié à l'échelle européenne. Nous croyons que l'Europe doit se doter des moyens de défendre ses intérêts économiques et juridiques, lorsque d'autres grands pays transforment l'utilisation extraterritoriale de leur droit en instrument d'hégémonisme.

Nous croyons enfin que l'Europe doit pouvoir parler d'une seule voix et surtout parler clair, dans les crises qui se multiplient à ses portes ou dans celles qui, comme aujourd'hui à Gaza, mettent en cause les valeurs mêmes qui nous unissent. Parler clair, c'est d'abord ne pas renoncer à nommer : l'horreur que nous inspire le terrorisme fondamentaliste de ceux qui se sont livrés, le 7 octobre, à la pire tuerie antisémite depuis la fin de la seconde guerre mondiale ; mais aussi l'inhumanité d'une réaction militaire si manifestement disproportionnée, de la stratégie du précipice d'un gouvernement qui tue et plonge tout un peuple dans une souffrance indicible, qui ne fait que nourrir la colère et les extrémismes de demain. Parler clair, c'est ne pas renoncer à peser : c'est dire d'une seule voix qu'il faut que les combats cessent, que l'aide humanitaire puisse enfin entrer ; c'est agir avec constance pour fédérer tous ceux qui, États et peuples, aspirent à tracer un chemin de paix durable qui ne peut en passer que par une solution où deux États, démocratiques et souverains, pourront vivre en paix et en sécurité.

Le chantier démocratique montre le chemin de l'Europe de la citoyenneté et pour la jeunesse.

Qui dit démocratie dit citoyenneté. Et qui dit citoyenneté, dit mobilisation de la jeunesse.

Être citoyen européen aujourd'hui, c'est d'abord bénéficier matériellement de la libre circulation en Europe. Mais c'est aussi l'aspiration à de nouveaux combats, pour conquérir des droits, pour la justice et la liberté.

L'Europe n'a pas encore planté des racines dans son propre sol. Pour y parvenir, elle ne peut compter que sur l'ardeur de sa jeunesse.

On parle toujours d'Erasmus qui est un formidable programme européen mais Erasmus ne concerne que un pour cent d'une classe d'âge. Cela ne suffit pas à faire société.

Il nous appartient donc d'inventer le grand projet générationnel dont la jeunesse européenne a besoin, celui qui créera une expérience commune, partagée par l'ensemble des jeunes Européens. J'ai en tête un Erasmus inscrit dans le cursus universitaire ou professionnel de tout jeune Européen. Certains d'entre nous, dans cette salle, ont connu le service militaire qui a défaut d'être exaltant avait au moins le mérite d'inscrire dans le parcours d'une vie, un moment de partage et de rencontre de la jeunesse française avec elle-même. Je souhaite pour la jeunesse européenne – non pas un service militaire – mais l'expérience commune d'un service de citoyenneté européenne obligatoire ou du moins très incitatif, de 6 à 12 mois, financé par l'Union européenne, et pouvant se décliner en un séjour d'étude, un séjour d'apprentissage ou de volontariat, un séjour professionnel ou d'entrepreneuriat. À chaque jeune Européen de choisir le contenu de ce temps de vie. Mais chaque jeune Européen aura en partage cette expérience formatrice, ferment d'une société européenne.

\*  
\*     \*

Nous sommes, mes chers amis, la gauche fidèle à la République, fidèle à l'Europe, fidèle à l'internationalisme. La gauche qui ne perd jamais de vue la justice sociale, mais qui regarde en face la réalité géopolitique du monde, les conditions de vie des citoyens, notamment celles des salaires des ouvriers, des agriculteurs, bref de tous les travailleurs.

Nous sommes la gauche qui veut gouverner, qui prend le risque de changer le monde, qui n'a pas peur d'affronter le monde tel qu'il est pour en changer le cours.

Nous sommes la gauche des mises à l'épreuve des faits, la gauche qui cherche, qui doute parfois, qui écoute, qui s'ouvre à ceux qui ne pensent pas comme elle, par goût du débat, par passion de convaincre. Nous sommes la gauche qui propose, porteuse de solutions adossées à des convictions.

Nous sommes fidèles à un héritage qui nous dépasse et qui nous porte. Nos convictions, ancrées en nous et qui viennent de si loin, n'ont pas besoin de radicalité violente pour s'exprimer, elles sont incompatibles avec l'outrance. Elles considèrent l'insulte et l'invective comme des manières d'abaissement. Notre gauche aspire au rassemblement des humanistes et des républicains, à cette alliance qui rime avec espérance. À cette alliance qui vous ressemble, qui vous rassemble et vous porte.

Soyez vous-mêmes, ne changez rien, ne vous laissez pas impressionner et poursuivons ensemble le combat pour les causes que nous croyons justes. Tout le reste viendra de surcroît. Cela je vous le promets.